

T2137-427-5,00 F

le monde libertaire

ISSN 0026-9433

rédaction
administration
145, rue Amelot
75011 paris
tel: 805 34.08
Règlements à
l'ordre de Publico

N° 427 JEUDI 14 JANVIER 1982 5,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)



COMME MONSIEUR JOURDAIN FAISAIT DE LA PROSE, MONSIEUR J. DELORS FAIT DE L'INFLATION ET DU CHÔMAGE SANS LE SAVOIR

TEL un magicien devant un auditoire ébahi, monsieur Jacques Delors vient de sortir de son chapeau le lapin à trois pattes susceptible de juguler la crise et, comme son illustre prédécesseur monsieur Barre dans les années 76, c'est à l'inflation qu'il s'attaquera tout d'abord. Oui je sais, Barre avait réussi, de promesses en projets et de projets en promesses, à faire 10% d'augmentation des prix, compte tenu de la conjoncture, soyons sûrs que monsieur Jacques Delors fera mieux ! Je dis compte tenu de la conjoncture, car normalement les méthodes Delors, qui ne sont rien d'autres que les méthodes Barre, devraient aboutir aux mêmes résultats !

L'inflation que le gouvernement Mauroy regarde les yeux dans les yeux et à laquelle, Delors vient de déclarer la guerre devant le forum de l'*Expansion*, est nourrie par le régime lui-même. Un peu de libéralisme et c'est la valse des étiquettes, un peu de dirigisme et la production stagne. Dans le cadre du système, la quadrature du cercle consiste à trouver l'équilibre entre ces deux mouvements qui relèvent de la nature de la société,

équilibre que nos grands argentiers recherchent sans cesse avant de laisser la place à un autre « meilleur économiste » du pays, à son tour, s'emmêlera les pédales dans le maquis de l'économie. Comment ne pas naviguer à vue, lorsqu'il s'agit de maintenir une économie durement concurrencée à l'intérieur du pays, par des marchandises venues « d'ailleurs » à des prix défiant la concurrence locale, et à l'extérieur, par une autre concurrence qui oblige nos exportateurs à des acrobaties budgétaires et à une nationalisation du travail pour abaisser les prix de revient, ce qui immanquablement produira du chômage !

Le système engendre en lui-même ses propres barrières de protection, non pas contre l'inflation ou le chômage, mais pour maintenir le niveau des profits, ce qui est sa raison d'exister. Et rien ne prêtait plus à sourire que Delors brandissant son sabre de bois contre l'inflation et négociant, pour trois mois, le blocage des prix d'une vingtaine d'articles alors que ses services annonçaient l'augmentation du prix de l'essence ! Delors a mis vingt-quatre produits en liberté surveillée, mais il a don-

né du mou aux produits industriels, c'est-à-dire qu'il réduit le prix de vente de l'objet à la clientèle alors qu'il tolère l'augmentation du prix de revient de cet objet. Déséquilibre, vont brailler les partisans du libéralisme à tout crin. Qu'à cela ne tienne, dans quelques mois Delors taxera à la fabrication et libérera à la vente et les prix retrouveront tant bien que mal un équilibre compatible avec le système du profit, système qu'il faut foutre en l'air et remplacer par un autre si l'on veut échapper aux entrechats mis au point par Barre et que l'élève Delors a repris avec une autre musique.

Équilibre à vue, mais tripotage nécessaire, nous dirons les grosse têtes du journal l'*Expansion*, en attendant la reprise qui s'annonce et qui, tout naturellement, replacera l'économie sur ses rails. On est estomaqué devant tant de sottises de la part de personnages qui passent pour les experts des marchés financiers !

La reprise. Quelle reprise ? A moins d'être bête comme un cochon, la reprise ne se décrète pas ! La reprise

(suite page 8)

MANIFESTATION DE SOUTIEN AU PEUPLE AFGHAN MERCREDI 20 JANVIER — VOIR PAGE 3

Fop. 2520

Liste partielle des points de vente du Monde libertaire

PROVINCE :

Groupe d'Amiens :
- le mardi de 12 à 14 h : resto U, La Vellière;
- le mardi de 19 à 20 h : à la permanence du groupe;
- le mercredi de 11 h 30 à 14 h : resto U Le Bailly et au resto U La Hotoie;
- le vendredi de 17 h 30 à 18 h 30 : à la gare;
- le vendredi de 18 h 30 à 19 h 30 : aux Nouvelles Galeries;
- le samedi de 10 h à 12 h : sur le marché.

Liaison d'Angoulême :

- le dimanche de 10 h 30 à 12 h : au marché couvert.
Groupe de Creil :
- le samedi de 10 à 12 h : au marché du centre-ville.

Liaison Blois :

- le samedi de 15 h à 16 h 30 : carrefour rues piétonnes, Commerce-3 Clefs.
Liaison Dijon :
- le samedi à partir de 15 h 30 : devant les Nouvelles Galeries.

Groupe Région Toulonnaise :
- le dimanche matin avec table de vente : au marché aux puces de Toulon.

Groupe de Tours :

- le samedi de 15 à 17 h : rue de Bordeaux.
Groupe de Toulouse :
- le dimanche de 10 h 30 à 12 h : au marché Saint-Sernin.

Groupe de Rouen :

- le dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 : sur le marché de Sotteville, sur le Clos Saint-Marc.

Liaison Noyon :

- le samedi de 10 h 30 à 11 h 30 : sur le marché de Noyon.

PARIS :

1^{er} arrondissement, Forum des Halles (porte Lescoq) :
- gr. Berneri : le samedi de 13 h 30 à 16 h 15;
- gr. Varlin : le samedi de 16 h à 18 h 30.

4^e arrondissement :
- gr. du Marais : au métro Saint-Paul, le jeudi de 12 h 30 à 14 h.

6^e arrondissement, métro St-Michel :
gr. Malatesta et gr. Varlin : le samedi de 15 à 17 h.

8^e arrondissement, gare St-Lazare :
- gr. Louise Michel : le jeudi de 17 à 19 h.

9^e arrondissement, place Clichy :
- gr. Louise Michel : le lundi de 17 h à 18 h 30.

10^e arrondissement, gare du Nord :
- gr. Sevrans-Bondy : le vendredi de 17 à 18 h 15;
Gare de l'Est :
- gr. Berneri : le mercredi de 18 à 19 h 15.

12^e arrondissement :
- gr. du 11^e : le jeudi de 18 à 19 h : gare de Lyon; les samedi et dimanche de 11 à 13 h : marché d'Aligre.

13^e arrondissement :
gr. Jacob : le jeudi de 17 à 19 h, place d'Italie.

14^e arrondissement :
- gr. du 14^e : le jeudi de 17 h 30 à 19 h, porte d'Orléans.

15^e arrondissement :

- gr. Varlin : le lundi de 17 h 30 à 18 h 30 : gare Montparnasse; le jeudi de 17 h 30 à 18 h 30, métro Pasteur; le vendredi de 17 h 30 à 18 h 30 : métro Cambronne;
- gr. du 14^e : le vendredi de 17 h 30 à 19 h, gare Montparnasse.

18^e arrondissement :

- gr. Louise Michel : le dimanche de 10 à 12 h, rue du Poteau, rue Lepic.

RÉGION PARISIENNE :

Groupe Fresnes-Antony :
- le dimanche de 10 à 12 h : sur le marché d'Antony;
- le jeudi de 18 à 19 h 30 : à la gare d'Antony;

- tous les jours, de 16 à 20 h : à la faculté de Saint-Denis;
- le dimanche, de 10 à 12 h : au marché de Fresnes;

- le dimanche, de 9 h 30 à 11 h 30 : au marché de Chilly-Mazarin;
- le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h : au local du groupe.

Groupe Kropotkine :
- le vendredi, de 17 h 30 à 19 h : à la gare centrale d'Argenteuil;
- le jeudi de 17 h 30 à 19 h : à la gare du Val d'Argenteuil;

- le dimanche, de 10 h 30 à 12 h : au marché central d'Argenteuil;
- samedi, de 10 h 30 à 12 h : devant le centre Leclerc de la ZUP (Argenteuil).

Groupe Montreuil-Rosny :
- le vendredi, de 17 à 19 h : au métro Mairie de Montreuil;

- le jeudi, de 17 à 19 h : au métro Croix de Chavaux;
- le mercredi, de 17 à 18 h 30 : au métro Robespierre;

Groupe Sevrans-Bondy :
- le jeudi, de 17 h 15 à 18 h 15 : à la gare de Bondy.

Groupe Bobigny-Drancy :
- le mercredi, de 17 à 18 h 15 : au métro Fort d'Aubervilliers;

- le dimanche, de 10 à 11 h 30 : au marché des Quatre Routes de Drancy;
- le dimanche, de 10 à 11 h : au marché d'Aulnay-sous-Bois.

Groupe Sacco-Vanzetti :
- le dimanche, de 10 à 12 h : au marché de Chelles;

- le samedi, de 10 à 12 h : au marché de Neuilly-sur-Marne.

Groupe Malatesta :
- le dimanche, de 10 à 12 h : au marché de Villeneuve-la-Garenne;

- le dimanche, de 10 à 12 h : au marché de Saint-Ouen;
- le samedi midi : au marché aux puces de Clignancourt;

- le jeudi : de 17 h 15 à 18 h 15 : à la Gare du Nord.

Groupe de Villejuif-Vitry :
- le samedi de 10 à 12 h : au marché Romain-Rolland.

Groupe de Domont :
- le dimanche matin, de 10 h 30 à 12 h : au marché de Domont.

COMMUNIQUÉS

Les libertaires du Lot, s'ils sont intéressés par la diffusion de leurs idées, peuvent écrire à la liaison FA du Lot, par l'intermédiaire des R.I.

Un groupe libertaire est en formation sur la côte basque (Hendaye, Saint-Jean-de-Luz). Les libertaires et sympathisants de cette région peuvent écrire aux RI pour prendre contact.

Le groupe de Villejuif-Vitry informe les personnes intéressées par l'anarchisme qu'elles peuvent prendre contact auprès des RI, en écrivant à Publico.

Les libertaires travaillant dans l'entreprise Michelin désireux de prendre contact avec des militants FA peuvent écrire aux RI qui feront suivre au groupe Fernand-Planche de Clermont-Ferrand.

La liaison FA Isère invite tous les sympathisants de la région à la contacter (par les RI) pour développer ensemble la présence anarchiste sur la région.

Les libertaires du Sud-Finistère désireux d'entrer en contact avec la liaison FA de Quimper sont invités à écrire aux RI qui transmettront.

Le groupe Région toulonnaise assure une vente du Monde libertaire ainsi que livres, revues, etc., tous les dimanches matin au marché aux puces de Toulon.

Libertaires, jurassiens, si la propagande des idées anarchistes vous intéresse, faites-vous connaître en écrivant à la liaison FA du Jura, par l'intermédiaire des RI.

Les personnes désireuses de militer pour l'anarchisme et de former un groupe libertaire à Tourmon (Ardèche) peuvent contacter les RI qui transmettront.

Un groupe libertaire à Versailles ? Les intéressés peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Appel aux libertaires de tout le département de l'Eure : où que vous soyez, quel que soit le nombre que vous êtes, contactez les RI pour contacter les militants de votre département.

Pour tout contact avec le groupe M. Fayolle de Tours, écrivez à Claude Garcera, BP 835 St-Avertin, 37178 Chambray Cedex.

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h à Publico 145, rue Amélot, Paris 11^e

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

Directeur de publication Maurice Joyeux Commission paritaire n° 55 635 Imprimerie « Les marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 - Publ Routage Diffusion SAEM Transport Presse

PARIS

Le groupe Eugène Varlin organise, samedi 23 janvier, de 18 à 23 h, une fête anarchiste de soutien au lancement du ML à 12 pages, au 72 avenue Félix Faure, Paris 15^e (métro Boucicaut).

Au programme : - de 18 à 20 h : exposition : *Un siècle de presse anarchiste française*;
- de 20 à 21 h : Philippe Didier chante Brassens;
- à partir de 21 h, bal-musette.

Buvette et sandwiches, librairie.

Entrée gratuite. Des billets de soutien au ML sont en vente à Publico au prix de 15 F.

La liaison Bas-Rhin a réédité : *L'Anarchie et l'Eglise*, d'Elysée Reclus. Prix de vente : 4 F l'unité à Publico.

Le numéro 3 de la *Revue de la presse anarchiste internationale*, éditée par le groupe E. Varlin vient de paraître. Au sommaire :
- Nico Berti : *1984 est commencé en 1968*;
- A. M. Bonanno : *Lutte révolutionnaire et insurrection*;
- J.-M. Raynaud : *Ecologie, nouveau mouvement social et lutte des classes*;
M. Bookchin : *L'avenir du mouvement antinucléaire*.
Prix : 8 F, en vente à Publico.

L'ANARCHIE ET L'EGLISE

E. RECLUS G. GUYOU



Autocollant édité par l'administration
Prix : 10 F les 50.
format : 8,6 x 10,5



Sommaire

PAGE 1 M. Delors fait de l'inflation...
PAGE 2 Activités des groupes FA
PAGE 3 En bref
Manifestation de soutien aux Afghans
Amis lecteurs
Titularisation sans condition « July-Futé »
Quand un ancien ministre...
PAGE 4 A Boulets Noirs

Consommation Messieurs, un peu de tenue
PAGE 5 Après l'annexion du Golan Attention : péril jeune
PAGE 6 Informations internationales
PAGE 7 Livres, spectacles...
PAGE 8 Monsieur J. Delors fait de l'inflation... Indépendance syndicale

Abonnez vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration
26 n	95 F	110 F	150 F	145 rue Amélot 75011 Paris
52 n	180 F	210 F	280 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 145, rue Amélot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Reglement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.



Affiche éditée par le groupe Fresnes-Antony. Prix : 2 F l'unité; 0,50 F à partir de dix exemplaires (port compris pour la province). Format : 57,5 x 41.

en bref.

Meeting-débat de soutien à la projection de *Ouvrier 80*. Avec la participation de Solidarité, mardi 20 h, au Forum d'Orléans, avenue du 8 mai.

Le groupe de Toulon international organise, janvier au cinéma à Toulon, une projection d'un film turc de Okten Zeki. Deux séances à 19 et 21 h 30.

L'arrivée de la gauche n'a pas réglé le problème de l'insoumission, de la désertion face à la guerre. Nombre d'entre eux pourraient cette année accéder à un changement, alors que l'armée doit en dehors des Sénats. Nous vous proposons une liste d'insoumis et d'objecteurs-insoumis leurs luttes :

Alache Daniel : en ca le 1^{er} août 1977;
Bourgeois Jean-Pierre : depuis le 4 août 1977;
Bourgeois Thierry : depuis février 1980;
Cardona Martial : e le 3 février 1974;
Largier Alain : en ca le 4 septembre 1977;
Laurent Richard : en le 1^{er} octobre 1980;
Malod Pierre-André : depuis le 5 août 1977;
Mounimous Jean-Pi depuis le 1^{er} avril 1977;
Papin Christian : en le 1^{er} avril 1981;
Phan-Van Jean-Loui depuis le 3 février 1977;
Pinos Daniel : en ca le 3 décembre 1973;
Rousseau Yves : en juin 1978;
Sadoux Jean-Pierre : depuis le 4 août 1977;
Sallot Daniel : en ca Sibuert Claude : en c 1975;
Sobkiewicz Zbigniew : février 1979.

Manifestation de soutien au peuple afghan, 17 h 30, de Strasbourg à Paris, Opéra.

En décembre soviétique intervient nistan. Deux ans d'expédition militaire le mépris dans les tentes des peuples intervention à l'égard d'assistants sociaux deux gouvernements d'hui, les troupes toujours présentes d'imposer aux peuples soviétiques proclamant le lien peuples à disposition.

La Fédération tient donc à s'inscrire dans la manifestation du 20 pel du MSRA, CFDT, FEN, F et PSU. Ces organisations exigent des troupes soviétiques nistan et réaffirment leur soutien à la lutte afghan.

La Fédération puie ces positions pour que les peuples rejoignent la manifestation de leur protestation de répression dans la ce soit en Pologne le droit du marxisme grand jour, ou e que où des centristes risquent de perdre.

Contre toutes les étatiques ou capitalistes manifester avec anarchiste le 20 janvier 1979.

en bref...en bref...

Meeting-débat de soutien à Solidarité, avec la projection du film :

Ouvrier 80.

Avec la participation de militants de Solidarité, mardi 19 janvier, à 20 h, au Forum de Sarcelles, avenue du 8 mai.

Le groupe de Toulon d'Amnesty internationale organise le vendredi 22 janvier au cinéma le Comœdia à Toulon, une projection-débat avec un film turc de Okten Zeki. Deux séances à 19 et 21 h 30.

L'arrivée de la gauche au pouvoir n'a pas réglé le problème de l'insoumission, de l'objection et de la désertion face à l'armée. Nombre d'entre eux ont espéré pourtant cette accession, croyant au changement, alors que la lutte contre l'armée doit s'effectuer en dehors des Parlements et Sénats. Nous vous donnons ici une liste d'insoumis et d'objecteurs-insoumis qui poursuivent leurs luttes :

Alache Daniel : en cavale depuis le 1^{er} août 1977;

Bourgeois Jean-Pierre : en cavale depuis le 4 août 1975;

Bourgeois Thierry : en cavale depuis février 1980;

Cardona Martial : en cavale depuis le 3 février 1974;

Largier Alain : en cavale depuis le 4 septembre 1978;

Laurent Richard : en cavale depuis le 1^{er} octobre 1980;

Malod Pierre-André : en cavale depuis le 5 août 1974;

Mounimous Jean-Pierre : en cavale depuis le 1^{er} avril 1978;

Papin Christian : en cavale depuis le 1^{er} avril 1981;

Phan-Van Jean-Louis : en cavale depuis le 3 février 1975;

Pinos Daniel : en cavale depuis le 3 décembre 1973;

Rousseau Yves : en cavale depuis juin 1978;

Sadoux Jean-Pierre : en cavale depuis le 4 août 1975;

Sallot Daniel : en cavale depuis 1975;

Sibuet Claude : en cavale depuis 1975;

Sobkiewicz Zbigniew : en cavale depuis février 1979.

Manifestation de soutien au peuple afghan, le 20 janvier à 17 h 30, de Strasbourg-St-Denis à Opéra.

En décembre 79, l'Union soviétique intervenait en Afghanistan. Deux ans déjà que son expédition militaire démontre le mépris dans lequel l'URSS tient les peuples, justifiant son intervention à l'époque par le traité d'assistance entre les deux gouvernements. Aujourd'hui, les troupes soviétiques toujours présentes continuent d'imposer aux Afghans l'impérialisme soviétique tout en proclamant le libre choix des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La Fédération anarchiste tient donc à s'associer à la manifestation du 20 janvier à l'appel du MSRA, de l'ADAF, CFDT, FEN, FO, PS, MRG et PSU. Ces organisations signataires exigent le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et réaffirment leur soutien à la lutte du peuple afghan.

La Fédération anarchiste appuie ces positions et insiste pour que les personnes qui joindront la manifestation à son appel étendent l'expression de leurs protestations contre la répression dans le monde, que ce soit en Pologne, où la réalité du marxisme apparaît au grand jour, ou encore en Turquie où des centaines de syndicalistes risquent la peine capitale.

Contre toutes les répressions étatiques ou capitalistes, venez manifester avec la Fédération anarchiste le 20 janvier.

Fédération anarchiste

Amis lecteurs

Nous ne pouvons relâcher nos efforts ! Dans deux semaines le *Monde libertaire* paraîtra avec quatre pages supplémentaires. Pour que nous puissions maintenir ces 12 pages hebdomadaires, nous devons continuer à le soutenir financièrement par la souscription, à le faire connaître autour de nous, à nous abonner si ce n'est déjà fait. Ne stoppons pas nos efforts le 28 janvier 1982, multiplions-les : réunissons les 76 000F qui nous manquent pour assurer sa parution pendant 10 mois (chaque numéro coûtant 2 500 F de plus). Au début du mois de décembre, nous vous disions qu'un des objectifs à atteindre pour permettre la naissance d'un hebdo plus fourni en analyses et en commentaires était de trois cents abonnements nouveaux. Actuellement, le nombre de cent est atteint, et ceci en quelques jours ! N'attendez plus, dès aujourd'hui abonnez-vous.

Les administrateurs
P. BEDOS — J. REMOND

Souscriptions

CAMILLE 150 F, NIKOLOF Anton 370 F, GIRELLI 20 F, LA-CROUTS Francis 70 F, CLAIRE Gabrielle 100 F, DEVRIENDT André 100 F, LAISON ANGOULÈME 100 F, BELLATON Michel 70 F, MASUREL Henri 270 F, DESOINDRE Eric 40 F, HAYS Michel 24 F, DARAQUY Arnaud 20 F, EVERBECQ Jacques 40 F, LAISON NOYON 200 F, GAVEL Gérard 55 F, LAYADI Renaud 100 F, BORROZ Fédele 300 F, TEYSSIER Daniel 20 F, SOLLACARO 70 F, CHRISTIAN 49 F, PUBLICO 150 F, DOCLOT Yves 20 F, Gr. SACCO VANZETTI 300 F, OLMO 38 F, BOULLARD Philippe 60 F.

Total : 2686 F — Totaux précédents : 20507 F

TOTAL GÉNÉRAL (depuis le 2 novembre 1981) : 23 193 F.

Titularisation immédiate et sans condition



Quarante-cinq mille maîtres auxiliaires sont à l'heure actuelle embauchés par l'éducation nationale et attendent toujours leur titularisation. Las d'attendre, ils se sont organisés dans un groupe de travail et d'action des maîtres auxiliaires. Groupe très large puisqu'il regroupe syndiqués et non syndiqués et dont le mot d'ordre est « titularisation immédiate ».

Effectivement, il existe à l'heure actuelle des maîtres auxiliaires qui partent à la retraite et qui n'ont toujours pas été titularisés.

Ces enseignants, qui pendant plusieurs dizaines d'années, ont travaillé sur un même emploi sont toujours dépendants d'un contrat où le côté précaire est stipulé en caractères gras.

Les maîtres auxiliaires refusent le plan de titularisation qui est en train de se façonner dans les bureaux du ministère ; car déclarent-ils : « il n'y a pas de représentant des non titularisés, nous sommes capables de prendre en charge notre problème nous-mêmes ; il existe en LEP environ 15 000 maîtres auxiliaires en en titularisant 600 par an, cela prendra plus de 20 ans, nous voulons la titularisation immédiate sans condition et sans

concours ». Ils veulent aussi l'aménagement des concours qui leur sont proposés car disent-ils cela remet en cause le diplôme déjà acquis (licence d'enseignement) et nos compétences (alors qu'ils pratiquent depuis des années) à enseigner.

Au niveau juridique, il y a un vide, étant juridiquement à merci, ils n'ont — et cela est facilement compréhensible — pas le droit de grève. Ces intérimaires de l'éducation nationale sont taillables et corvéables à merci.

Les maîtres auxiliaires sont révoltés par la situation dans laquelle les place l'Etat. En effet aucune fiche de paye ne leur est délivrée ; il leur est donc difficile de se faire rembourser par la sécurité sociale ou bien de prouver le montant de leurs revenus avant de louer un appartement, par exemple. De plus, certains (et ils sont nombreux) sont payés avec un lance-pierres (ils ont touché 2 000 F depuis septembre) ou plus simple encore ne sont pas payés du tout.

Les maîtres auxiliaires ont donc décidé de durcir leurs actions et appellent à une assemblée générale le mercredi 13 janvier 1982 à 14 heures à la bourse du travail de Paris afin de les définir.

Nadine

PRESSE

« JULY-FUTÉ »

VOUS connaissez un journal quotidien qui s'appelle *Libération* ? Non, non, pas celui-là, l'autre... le nouveau « *Julibé* », quoi !

Lorsque l'on étudie le phénomène « nouveau *Libération* », y'a de quoi se poser des questions sur la réflexion profonde des clients-lecteurs-et-néanmoins-pigeons !

Souvenez-vous : un jour, le beau July annonce sans rire : « Bon, c'est bien joli tout ça, mais *Libé* c'est pas *Charlie-Hebdo*, je veux un vrai-beau-grand-sérieux journal ! Tous les « mauvais » journalistes, raouste ! » Et le processus commença... Tout plein de lecteurs furieux se dirent : « J'achète plus ce canard pourri-moche-crapuleux et cher ! » (plus sandwich égale 5 francs, vous vous rappelez ?) Bien. Cette bonne résolution dura environ une semaine. Les anciens lecteurs n'ayant plus de quotidiens roudaient, le matin, hagards autour des kiosques. Z'alliaient quand même pas acheter *Le Matin*. Z'alliaient quand même pas

hein ?... Le rusé July, calculant comme une bête, se dit : « Bon, ils rachètent *Libération* comme prévu, passons à la phase 2 : la hiérarchie des salaires ! Et vive l'autogestion, la preuve, ils ont voté pour, alors hein, lâchez-moi les baskets ! » Les lecteurs, rebelote, se jurèrent de ne plus donner un rond à *Libération* et se remirent en quête d'un quotidien pour savoir tout ce qui se passe dans le monde et pouvoir en parler en société ! Puis ils recommencèrent, comme prévu, à acheter *Libération*, après une semaine très dure de manque.

Aujourd'hui, July Futé passe à la phase 3 : depuis début janvier, *Libé* passe de la publicité. Non ? Si, si ! Vous pariez que les lecteurs qui vont gueuler une fois de plus vont, une semaine après, cavalier l'acheter de nouveau ? Ben tiens !

A mon avis, ils vont attendre que July passe à la phase 4 : le jumelage avec *Le Figaro* ! Mais chut, c'est encore un secret...

Gilbert

Quand un ancien ministre fait l'éloge du régime Pinochet...

MONSIEUR Maurice Papon, ancien ministre du Budget de Giscard, s'est rendu tout dernièrement au Chili, accompagné de députés UDF et RPR et de quelques hommes d'affaires. Ces joyeux vacanciers ont été reçus par le président-général Pinochet. A l'issue de cette entrevue, l'ancien ministre n'a pu résister à l'envie d'exprimer son admiration pour le redressement économique auquel est parvenu le Chili : « ... pays dont le développement est actuellement le plus dynamique et le plus prometteur... le Chili est un pays auquel on peut délivrer un certificat de bonne conduite économique, avec un dirigeant qui a la volonté nette et la ferme détermination de poursuivre dans cette voie ! »

Cette franchise venant de la part d'un « démocrate » ne manquera pas de surprendre certains, ces politiciens étant toujours les premiers à nous expliquer que la démocratie est le meilleur moyen de préserver notre société de libertés du totalitarisme.

Alors, Papon aurait-il fait une gaffe ? Pas du tout ; pour notre part, cette déclaration ne fait même que confirmer ce que nous avons toujours répété : derrière chaque Etat, qu'il soit démocratique, marxiste ou fasciste, se cache une même logique. L'Etat est en place pour garantir aux classes dominantes

la « liberté » d'exploiter en paix, qu'importe les moyens qu'il doit employer pour parvenir à ce but. Ainsi, c'est davantage une question de circonstances que de nature même qui fait la différence entre les Etats totalitaires et notre démocratie soi-disant libérale. Mais il faut savoir que ces miettes de libertés qui nous sont aujourd'hui accordées — parce qu'elles sont relativement bien contrôlées par le pouvoir — ne sont que des libertés formelles, pouvant nous être retirées sur simple décision de l'Etat au cas où le climat économique et social deviendrait trop instable.

Ainsi, existe entre les Etats une solidarité réelle passant outre les déclarations de principe de certains dirigeants. Les rapports entre la Chine populaire et le Chili ont toujours été très fructueux, la France de Mitterrand n'a pas stoppé les livraisons d'armes vers les pays ne respectant pas les droits de l'homme, il s'agit de respecter des contrats, et tant pis si des travailleurs crévent sous ces mêmes balles !

Les exemples de ce genre abondent. A la lumière de ces faits, il devient clair que seule une véritable solidarité internationale des travailleurs pourra venir à bout des exploiters. A nous de la construire par nos luttes.

Jean-Michel (liaison Noyon).

un service régulier et pratique
L'ABONNEMENT

CONSOMMATION

DANS toute société capitaliste, les choses n'ont de sens que par rapport à l'économique, et n'ont de raison d'être qu'en fonction des rapports d'exploitation.

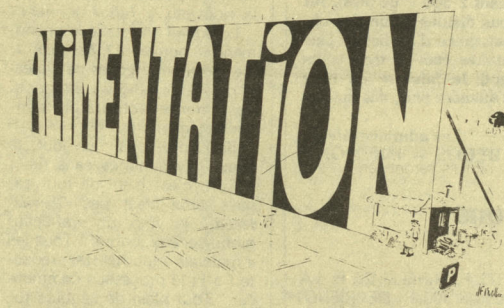
Le problème de la consommation est un double problème. Tout d'abord, problème économique : la consommation est la pratique qui consiste à écarter la production, c'est-à-dire que si les gens ne consomment pas, cela se répercute sur la production, et donc sur les rapports d'exploitation. De la même façon que dans une société capitaliste, il importe qu'il y ait une augmentation constante de la production, tant du moins par rapport aux concurrents, il importe que la consommation suive le même principe et s'adapte aux nécessités de la production.

Comment cela se traduit-il pour le consommateur ? Tout d'abord par une baisse de la qualité des produits : si un produit doit être remplacé tous les deux ans au

lieu de tous les six ans, la consommation sera trois fois plus grande. Le point idéal serait celui où tout produit serait détruit aussitôt fabriqué et acheté. Cela a pour effet également la

quiert. L'objet devient donc un signe social.

Mais les limites sont vite atteintes. Aussi, dans la crise économique qui secoue le monde ca-



« gadgétisation » du marché : de plus en plus, sont fabriqués des objets qui n'ont pas d'utilité réelle, outre celle de signifier le pouvoir d'achat de celui qui l'ac-

capitaliste, d'autres mesures s'avèrent nécessaires.

Pour les socialistes, la récession ne sera pas vaincue par la mise en place d'un nouvel outil de production super-compétitif, mais par une augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs, qui doit leur permettre d'acheter plus et donc de consommer plus.

Quelle est l'attitude, par rapport à cette politique, des associations de consommateurs ? En tant que mouvements réformistes, leur objectif n'est pas l'abolition du salariat et la mise en place de structures de distribution autogérées qui seraient complémentaires de structures de production autogérées. Les mouvements de consommateurs, à travers leur revendication de défense des consommateurs, ne visent à rien d'autre qu'à améliorer un « consensus » entre les producteurs et distributeurs d'une part, et consommateurs d'autre part. Leur fonction est d'éviter les « bavures » et excès auxquels peut conduire la nécessité de produire à toujours meilleur marché, et à canaliser dans des actions réformistes les prises de conscience et résistances à la consommation forcée.

Nous ne croyons pas aux actions pointillistes, appliquées à un seul secteur de la vie sociale qui prétendraient à elles seules bouleverser l'ordonnement de la société. Mais nous pensons que nous devons agir sur tous les fronts de la vie quotidienne : le travail, le logement, la consommation, les loisirs...

Les mouvements parallèles de l'après-68, parce qu'ils n'étaient pas l'application d'un projet global de révolution sociale, ont dérivé vers le réformisme et ont contribué à la mise en place des mouvements de consommateurs actuels.

Notre action, dans le domaine de la consommation comme dans n'importe quel autre domaine, ne peut se faire qu'en référence constante au projet anarchiste. Tout en nous battant pour la défense de notre pouvoir d'achat et la relance de la consommation populaire, nous devons contribuer à la mise en place d'une société libertaire, par des actions qui remettent en cause l'organisation des échanges et le pouvoir du capital sur les instances de distribution des biens, donc favoriser les ventes sauvages, les circuits autogérés, etc.

Jocelyne et Serge

A BOULETS NOIRS

De Goupil à gogo...

TF1, les journaux l'ont présenté : c'est « Goupil », l'ordinateur domestique. Mais oui, une merveille que chaque famille qui soigne son standing aura bientôt à cœur de disposer dans son salon, entre le bar et la télé couleur.

Un animal moins exigeant que Ménor et Minet, ce Goupil, en ce qui concerne la subsistance, puisque quelques kilowatts/heures lui suffiront. Et, bien dressé, il rendra, paraît-il, d'incalculables services.

C'est ainsi qu'il sera capable d'établir le budget familial, de calculer les impôts, classer les adresses, allumer et éteindre les lumières, mettre en marche la radio et la télé, et on en oublie, sans parler des programmes instructifs et culturels...

C'est merveilleux, la technique ! Bien sûr, il y aura toujours d'éternels grincheux pour prétendre qu'à ce rythme-là, l'homme « moderne » n'aura bientôt rien d'autre à faire qu'à appuyer sur un bouton et deviendra ainsi un robot fort peu pensant... Rien dans la tête, tout dans les bobines de Goupil !

Petit détail : la bête en question coûte 6 798 francs. Voilà donc un « créneau », comme disent les affairistes distingués, où les marchands d'informatique domestique ne tarderont pas à se bousculer.

La morale de cette fable : grâce à ce Goupil, n'y aura-t-il pas de rusés renards — des renards argentés — qui s'approprient à boulotter bien des pigeons ?...

Les regrets du général Krazuzelski

C'est un titre historique qui barre toute la première page d'un des derniers numéros du *Peuple*, organe officiel de la CGT : *Pologne, des événements regrettables*.

Trois mots pour construire un monument, un chef-d'œuvre de jésuitisme. Faut le faire ! Bien sûr, le contenu des pages suivantes est à l'avenant. C'est regrettable, on vous dit, c'est bien

malheureux, bien sûr, ces menus incidents, ces petites bavures. Mais faut pas exagérer, et puis, entre nous, ces Polonais l'ont bien cherché !

Soyez sûrs que les regrets du bureau confédéral ne seront pas éternels.

Ni fleurs, ni couronnes, au 213 de la rue Lafayette pour les mineurs et les ouvriers aciéristes assassinés.

Krazu n'écrasera même pas une lame de cocodille !

CQ (bénits) FD...

Le CCFD, Comité catholique contre la faim et pour le développement, vient de se réunir à Vichy. La pieuse assemblée se lamente. Elle constate que « presque partout, le pouvoir est aux mains des riches, des militaires, des hommes d'appareil, des technocrates. Afin que la terre de Dieu soit à tous, il faut changer, dans nos mentalités, dans les structures nationales et internationales qu'elles engendrent, les mécanismes qui fabriquent des pauvres. »

Ainsi, la lutte contre la faim est devenue la tarte au chrême de l'Eglise. Vous pensez bien que de nombreuses arrière-pensées gitent sous les calottes de tous ces ratichons. Ils voudraient nous faire oublier que pendant des siècles, c'est la sainte alliance du sabre, du coffre-fort et du goupillon qui a fait de notre planète le bordel de Dieu que nous connaissons aujourd'hui.

Ce qui préoccupe surtout le CCFD, c'est la nourriture spirituelle des affamés. Il n'y a, dit-il, que 5% de chrétiens dans le quart le plus pauvre du monde. Et d'expliquer, en substance, qu'il y a du pain bénit sur la planche pour évangéliser tout ça.

Le développement, la lutte contre la faim, « c'est pour nous, disent-ils, le lieu de bâtir l'Eglise ». C'est ça, très durs frères ! A l'époque de Savorgnan de Brazza, l'évangélisation s'est opérée à l'ombre des baïonnettes. Aujourd'hui, elle étendra ses bienfaits à l'aide des boîtes de lait Nestlé et des tartines de confiture !...

S.B.

« CHARLIE-HEBDO » ET « DROIT DE RÉPONSE »

Messieurs, un peu de tenue !

Il y a quelques années, lors d'un débat télévisé sur l'Espagne, notre camarade Federica Montseny, qui n'a jamais confondu la tolérance avec la perte de toute dignité, refusa de s'adresser au ministre Blas Pinar, franquiste notoire, en prétextant — à juste titre ! — du fait qu'on ne dialogue pas avec le fascisme. Cela ne fit aucun bruit, et les journaux n'en parlèrent donc pas.

Face à deux plumitifs du torchon hebdomadaire *Minute*, invités comme eux à l'émission de Michel Polac, *Droit de réponse*, le samedi 2 janvier, quelques-uns des collaborateurs de feu *Charlie-hebdo* ont choisi ce soir-là, eux, de faire dans l'insulte et la gifflure. Autres personnages, autres procédés, et libre à chacun de se faire une idée sur ces deux façons de réagir. Dans le second cas, cela a donné l'émission que l'on sait, qui devait, dès le lendemain, faire couler beaucoup de vomis dans toute la presse quotidienne.

De *L'Humanité* au *Figaro*, en passant par *Le Matin* et *France-Soir*, tout ce que nos journaux comptent de belles âmes, toujours prêts à se porter au chevet de la liberté d'expression agressive, entonnaient, dans un ensemble parfait, le grand air de la morale — la leur ! — dont il est difficile de dire en quoi il se distingue de celui de la bêtise. Des années de censure, de mise sous tutelle, d'interdits en tous genres, d'utilisation à des fins personnelles de la part des princes qui se sont succédés à la tête de l'Etat, n'avaient jamais réussi à soulever ainsi, unanimement, l'indignation de nos « surgés » du petit écran. Il aura fallu ce numéro de *Droits de réponse* pour les voir, la main sur le cœur, se dresser comme un seul homme, rouges de honte, dans le style père de famille offensé à la vue de l'oncle égrillard portant la main aux fesses de l'adolescente, lors du repas de Communion.

Deux mots reviennent à propos de la prestation du Pr Choron et de son équipe : scandale et intolérance. Le scandale réside bien sûr dans le fait d'avoir franchi les fameuses « limites à ne pas dépasser » dans le comportement télévisuel, qui fut toujours réduit au seul « bon chic bon genre ». En toute logique — la leur ! —, nos indignés auraient dû se réveiller plus tôt et demander l'interdiction de la télévision d'une équipe qui fit toujours dans l'irrespect le plus total, et dont on ne voit pas, en effet, pourquoi elle aurait dû, ce soir-là, sacrifier à la coutume des émissions littéraires costumées sur lesquelles elle avait craché — puisque ayant craché sur tout — durant des années. Si scandale il y a, il n'est pas là où on voudrait nous le faire croire, mais bien plutôt dans le fait qu'il ait fallu attendre janvier 82, depuis qu'existe la télévision, pour assister à une émission de ce genre. Ce qui aurait pu être, comme le livre, le journal, la radio, eux aussi soumis aux pouvoirs de l'argent et de la politique, et par là même bien installés dans un non-offensif, un extraordinaire moyen d'expression, une aventure risquée à travers les émissions en direct, ne fut toujours que naïseries et décevage, à de rares exceptions près. Pas étonnant, dans ces conditions, de voir

se dresser l'armée des hypocrites, justifiant par ailleurs bien d'autres saloperies, autrement plus graves, pour quelques écarts de langage dont toute le monde se remettra. En vérité, cette émission met en valeur l'extraordinaire chape de plomb, soulevée l'espace d'un soir, qui pèse sur la télévision; elle révèle le filtrage sévère qui s'opère à ses portes, afin qu'elle demeure la niche des bons toutous, obéissants et dociles. Si les injures et les verres d'alcool ne font certes pas les bonnes émissions, la « bonne tenue », celle qui consiste en particulier à supporter depuis des années ces vedettes du show-biz, toujours les mêmes, venues nous parler des difficultés qu'elles ont à gérer leurs milliards, entre deux chansons débiles, n'en est pas moins indécence !

Quant à la tolérance, à la défense de la liberté d'expression, on connaît la chanson. Mais où vont donc, dans ces journaux qui l'entonnent à nouveau, les communiqués des petites organisations comme la nôtre, qui n'ont droit qu'à leur mépris, sinon à la corbeille ? Où sont donc, dans ces mêmes journaux, ces écrits au vitriol protestant contre l'absence permanente de certaines personnes ou de certaines organisations, politiques ou autres, à la télévision ? Ne cherchez pas, vous ne trouverez rien. La place où ils devaient figurer est occupée par les annonces publicitaires. Lorsqu'on doit, acceptant les lois du marché, le droit d'écrire aux marques de lessive ou de camembert, ne convient-il pas de mettre une sourdine à ce couplet mille fois rabâché ? Et n'est-ce pas là un autre scandale à dénoncer ?

Et puis, même si la télévision est suivie par beaucoup, est-elle donc devenue le nombril du monde, pour être à l'origine, à l'occasion d'une émission sortant de l'ordinaire, de ce tohu-bohu journalistique, au point de regrouper des journaux aussi différents, en apparence, que *le Figaro* et *L'Humanité* ? Des horreurs méritant l'unanimité dans la dénonciation, n'en est-il point d'autres qu'une anodine émission sortie involontairement des conventions en usage, et présentée aujourd'hui comme une menace pour les populations, au point d'en réclamer la suppression ? Ouvrez donc ces journaux évoqués plus avant, et parcourrez leurs colonnes. Vous y verrez exposés les « bienfaits » de notre civilisation : une planète à feu et à sang, proie de la vermine militaire que les blocs alimentent en armement tandis que des peuples rêvent de faim. Vous verrez alors ces belles âmes, effarées par les gros mots, s'interpeller, se jeter à la face leurs goulags, leurs camps de concentration, leur Pologne et leur Salvador, leurs Prague et Santiago, autant de saloperies envers lesquelles leur indignation se fait alors sélective, justifiant les unes, condamnant les autres, suivant qu'elles sont le fruit de leurs idéologies pourrissantes respectives. Oh ! certes sans injures, avec le ton qui convient, nous sommes là en présence de personnes respectables qui savent rester correctes. Pourtant, ne s'agit-il pas de scandales autrement plus écœurants que la grossièreté d'un soir de télévision ? Allons, messieurs, un peu de tenue !

Julien ROBIN

Ecoutez Radio-Libertaire

Radio libre de la Fédération anarchiste émettant sur Paris

Tous les jours, de 18 à 22 h
(sauf le dimanche)

Sur 89,5 MHz — F.M.

LE MONDE L

PRO

A

P endé...
étaie...
polo...
par la no...
Kneseth...
annexe le...
quis en 19...
la guerre...
ainsi le go...
ne fait qu...
re » ce qu...
et légitim...
qui devan...
était consi...
ble. Cela...
les propos...
gents isr...
donc pas...
conduit a...
voix des...
intégristes...
du momen...
centuer sa...
L'acte d...
crit dans...
blables et...
blable de...
siste à m...
vent mêm...
USA, dev...
La politi...
cherche d...
poursuivi...
point qu'...
si Begin e...



pas là un...
double qui...
à terme sur...
israélo-arab...
cette annex...
protestation...
se compr...
(appuyant l...
despotiques...
gnifie que...
choisi. Cet...
dant trahit...
sanglant qu...
partie du...
l'URSS pa...
comme en...
rique latine...
La premi...
dans l'affr...
deux supe...
le caractèr...
fond » du...
le partage...
avec ses...
ses zones...
et les USA...
mais des so...
le coup du...
me une «...
l'échiquier...
constation...
te. Il faut...
pas tomber...
naliste pro...

PROCHE-ORIENT

APRÈS L'ANNEXION DU GOLAN

Pendant que tous les yeux étaient tournés vers l'affaire polonaise, Begin, appuyé par la nouvelle majorité de la Kneseth élue dernièrement, annexe le Golan, territoire conquis en 1967 et en 1973 pendant la guerre du Kipour. En agissant ainsi le gouvernement israélien ne fait que reconnaître de « jure » ce qui existait déjà de fait, et légitimer un état de chose qui devant l'opinion publique était considérée comme irréversible. Cela était déjà inscrit dans les propos tenus par les dirigeants israéliens, et il ne faut donc pas s'étonner si Begin reconduit au pouvoir grâce aux voix des fractions religieuses intégristes de droite a profité du moment favorable pour accentuer sa politique d'agression.

L'acte de force de Begin s'inscrit dans une série d'actes semblables et dans la stratégie globale de l'Etat hébreu qui consiste à mettre le monde, et souvent même ses alliés comme les USA, devant le fait accompli. La politique du canon et la recherche de la négociation sont poursuivies simultanément au point qu'on peut se demander si Begin et les siens ne jouent

israélien, le jeu que se livrent les différents gouvernements des pays en présence au Moyen-Orient quelle que soit par ailleurs l'étiquette « progressiste », « religieuse », voire « populaire » qu'ils s'attribuent.

Il ne faut donc pas être dupe. La guerre qui oppose le peuple juif et la nation arabe supposée représenter les intérêts du peuple palestinien, n'est pas une guerre de religion même s'il en reste des relents que les différentes cliques au pouvoir exploitent pour créer un climat de guerre sainte de part et d'autre. Ce qui prime, c'est bien son caractère logistique et économique. Il faut donc dénoncer la présence des deux grands au Proche-Orient mais cette critique doit s'étendre aussi à l'ensemble des régimes en place dans cette région, et montrer comment ils sont solidaires eux aussi. Solidarité des couches dirigeantes au pouvoir qui oppriment leurs sujets et qui trouvent dans la guerre et par la guerre avec « l'ennemi » d'en face les raisons pour justifier leur rôle de parasites. Et même ceux qui se déclarent les représentants légitimes du peuple palestinien avec leur



AFP

pas à un dangereux quitte ou double qui pourrait déboucher à terme sur un cinquième conflit israélo-arabe. Malheureusement cette annexion est passée quasiment inaperçue avec de molles protestations américaine (cela se comprend) et soviétique (appuyant la plupart des régimes despotiques arabes). Ce qui signifie que le moment était bien choisi. Cette assurance cependant trahit les dessous du jeu sanglant que se livrent dans cette partie du monde les USA et l'URSS par peuples interposés comme en Afrique ou en Amérique latine.

La première chose qui frappe dans l'affrontement entre les deux super-puissances, c'est le caractère solidaire « sur le fond » du problème (c'est-à-dire le partage du monde en blocs, avec ses chasses gardées et ses zones ouvertes) entre l'URSS et les USA. Ainsi au coup polonais des soviétiques correspond le coup du Golan presque comme une « compensation » dans l'échiquier mondial. Mais cette constatation n'est pas suffisante. Il faut dénoncer, si on ne veut pas tomber dans le piège nationaliste pro-palestinien ou pro-

miroir aux alouettes d'un Etat populaire dont personne ne veut, même ceux-là cautionnent cette mise en scène qui s'exerce sur le dos des peuples, qu'ils soient juif, palestinien ou chrétien.

On aurait pu croire au moment des accords de Camp David que ces derniers auraient pu ouvrir une voie nouvelle vers la paix, mais force nous est de constater que ceux-ci n'étaient qu'un « règlement de compte » israélo-égyptien ou le problème central des palestiniens était escamoté.

Aujourd'hui, les derniers événements intervenus laissent présager les prémices d'un nouveau conflit local, en attendant que la fraternisation des peuples se fasse. Dans la situation actuelle en tant qu'internationalistes nous ne pouvons que préconiser la lutte contre les bourgeoisies nationales en dehors de toute combinaison nationaliste. Ce sera par la lutte que mèneront chez elles les classes ouvrières des pays concernés qu'elles pourront « imposer » une paix définitive.

Stéphane (Gr. E. Varlin)

ÉDUCATION

ATTENTION : PÉRIL JEUNE !

Le gouvernement vient d'annoncer la mise en place de dix mille stages de « jeunes volontaires ». Ces « jeunes volontaires », âgés de 18 à 26 ans, seront choisis parmi les sans-emplois par les directions départementales de la Jeunesse et des Sports, pour faire des stages dans le secteur réputé à but non lucratif : associations, crèches, foyers de jeunes travailleurs, coopératives, etc. Ils seront rémunérés à 75% du SMIC. Cette initiative peut être considérée comme positive par ceux qui ne connaissent le problème que de loin. Mais qu'en est-il exactement ?

Tout d'abord, il faut le dire : il ne s'agit guère que de dégonfler les statistiques du chômage, ainsi que Barre l'avait fait en son temps, avec ses stages en entreprises. A cette différence près qu'ici les stagiaires ne sont pas mis à la merci des patrons privés, mais des notables qui ont la main sur le secteur dit « sans but lucratif ».

Mais il s'agit aussi, et c'est là où l'on peut se poser des questions sur la vision que les socialistes ont de l'éducation populaire, de se servir des structures associatives et assimilées comme structures d'appoint permettant à l'Etat de régler ses problèmes économiques et de faire face aux problèmes sociaux engendrés par ceux-ci. Tout cela, bien sûr, dans le but de maintenir le statu quo social.

Le grand discours humaniste qui englobe ces mesures ne saurait cacher les préoccupations sous-jacentes des technocrates socialistes. Geneviève Domenech, de l'association Léo-Lagrange (que patronne Mauroy), a beau déclarer, dans un élan d'auto-critique, que « on est loin d'avoir fait participer les jeunes à la vie sociale, y compris les associations... », elle ne peut cacher la vérité, à savoir que ces mêmes « jeunes » se sont fait jeter de ces structures chaque fois qu'ils ont voulu y faire valoir leurs désirs, chaque fois qu'ils sont arrivés avec leur sensibilité et leurs problèmes, chaque fois qu'ils ne voulaient pas se soumettre aux « moules » dans lesquels on voulait les fondre et qu'ils entraînaient en contradiction avec les « responsables », avec ce que ces « res-

moyens d'agir comme ils le veulent, en dehors de toute tutelle et de toute autorité, fût-elle même celle de ces « curés new look, armés de pataugas, de parkas et de boucs... »

Pour bien cerner le problème, il importe de préciser ce que l'on entend par « éducation populaire ». L'éducation populaire est l'ensemble des pratiques et des institutions hors du cadre scolaire, dont le but est de permettre à toutes les catégories

nisation capitaliste de la société : comportements de soumission et de recherche de domination, mis en place dès l'enfance par le système éducatif pris dans son ensemble : famille, école, internats divers, armée...

Dans une perspective révolutionnaire, il s'agit d'activer les comportements de non-soumission à l'ordre social et de permettre un apprentissage des pratiques sociales visant à agir sur la société, dans le sens d'une transformation : apprendre aux individus à agir en fonction de leurs désirs, et non plus en fonction d'abstractions ou de données qui les transcendent (l'Etat, la famille, la patrie, l'autorité, le bien, le mal, etc.), et mettre en place des situations leur permettant d'apprendre à agir et à s'organiser de façon libertaire ou anti-autoritaire.

Ces deux façons de concevoir l'éducation populaire entraînent deux pratiques différentes de la part des animateurs ou travailleurs sociaux concernés.

Dans le premier cas, il s'agit surtout d'une conquête du pouvoir dans les structures d'éducation populaire : associations, fédérations d'associations, afin de mettre en œuvre les conceptions traditionnelles de l'éducation.

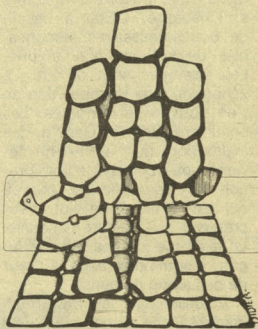
Dans le second cas, il s'est agi surtout de mettre en œuvre des moyens pédagogiques propres à atteindre le but fixé, ceci en dehors de toute conquête du pouvoir...

C'est ainsi que les militants et sympathisants PC/PS ont pu facilement mettre la main sur les structures associatives ou assimilées.

A la lumière de ceci, il apparaît donc clairement que le but de la création de ces stages de « jeunes volontaires » n'est pas de donner aux animateurs et autres pédagogues en milieu ouvert des moyens supplémentaires pour atteindre leurs objectifs pédagogiques (qui pourraient être révolutionnaires et échapper à tout contrôle), mais est de deux ordres : d'une part affirmer le contrôle de l'Etat sur les structures d'éducation populaire, et d'autre part « ... faire participer les jeunes aux mécanismes de décision... » (Bernard Schwarz, chargé par Mauroy d'un rapport sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes). Participer : donc, en aucun cas, favoriser une prise de conscience de leur aliénation et une remise en cause des mécanismes du pouvoir. L'embranchement semble bien un signe des temps !

Mais n'oubliez jamais ce que disait Stirner : « Donnez aux pauvres tout ce qu'ils demandent, ils en demanderont encore davantage. Car ce qu'ils veulent n'est rien de moins que la suppression de tout don... ». Et si ces jeunes qui vous font peur, messieurs les socialistes, faisaient partie des « pauvres » ? Et si les critères de la pauvreté, dans la France de 1982, n'étaient plus forcement des critères matériels ?

Serge (Deuil-Montmagny)



de la population d'acquiescer un certain nombre de connaissances et de capacités, lesquelles étant, par définition, des compétences n'ayant rien à voir avec le milieu du travail ou de la production : il ne s'agit donc pas tant de formation professionnelle que de développement personnel. On peut classer parmi les organismes d'éducation populaire : les associations culturelles, sportives, de loisirs, les foyers de jeunes travailleurs, Maisons des Jeunes, etc., et également les activités des conseils d'entreprises et autres initiatives issues de l'action syndicale.

Les institutions à travers lesquelles se pratique l'éducation populaire sont généralement des associations à but non lucratif, ainsi que certaines mutuelles et coopératives. Et l'on peut dire, sans crainte de trop simplifier, que ces structures sont en train de perdre le peu d'autonomie qui leur restait. Autonomie sur le plan du choix de leurs activités, de leur gestion et administration. L'attaque contre ces structures théoriquement indépendantes du pouvoir n'est pas nouvelle. Depuis une dizaine d'années déjà, elles avaient été, petit à petit, mises sous dépendance financière. Aujourd'hui, l'autonomie qui leur restait en ce qui concerne le choix de leurs propres objectifs est en passe d'être complètement liquidée, pour passer sous le contrôle direct des instances de contrôle social, c'est-à-dire du pouvoir d'Etat.

Comment en est-on arrivé à cette situation ? Il faut bien comprendre que selon que l'on se place dans la perspective du pouvoir ou dans une perspective révolutionnaire (c'est-à-dire anarchiste), l'éducation populaire peut avoir deux sens opposés et inconciliables. Dans la perspective du pouvoir, l'éducation populaire doit servir à renforcer les comportements sociaux compatibles avec l'orga-



ponsables » voulaient faire d'eux ! Les jeunes ? Oui, quand la situation sociale devient telle (chômage oblige...) qu'ils risquent de devenir « dangereux » pour l'ordre établi (cf. les incidents de la banlieue de Lyon). Mais les jeunes non, quand ils désirent simplement qu'on leur foute la paix ou qu'ils désirent qu'on leur donne simplement les



informations internationales



Allemagne

— Une nouvelle loi sur l'immigration : fin novembre 1981, le Parlement berlinois a voté une nouvelle loi sur l'immigration. Cette loi stipule que :

- les jeunes âgés de plus de 16 ans ne peuvent plus rejoindre leurs parents à Berlin;
- les adolescents et les enfants ne peuvent plus habiter à Berlin si l'un des parents réside à l'étranger ou vit encore dans le pays d'origine;
- les gens mariés ne peuvent se retrouver que si l'un des deux conjoints vit depuis cinq ans en RFA et justifie d'un travail et d'un revenu fixe.

Le point le plus odieux de cette loi mentionnant que tous les jeunes, peu importe leur situation scolaire ou professionnelle, pourraient être refoulés s'ils habitaient à Berlin depuis moins de cinq ans a finalement été supprimé après un débat entre les parlementaires.



On peut s'interroger s'il ne s'agit pas là uniquement d'une tactique parlementaire. Les politiciens n'ont-ils pas recours à la même méthode pour faire accepter la politique d'austérité ? Ils nous menacent d'abord du pire, puis en débattent au Parlement pour nous annoncer qu'après tout ce n'était pas si grave. La même chose va se passer avec la loi sur l'immigration. Dans quelques mois, quand les esprits seront calmés, on nous soumettra à nouveau ce dernier point en nous disant que malgré tous les efforts, il n'y a pas d'autre solution.

Cependant, même abstraction faite de ce dernier point, la loi ne signifie, dans son ensemble, rien de moins qu'une « limitation du quota d'étrangers ». Alors que l'an passé, on annonçait fièrement que le slogan « Halte à l'immigration » du NPD (parti nazi) ne touchait pas les gens, la politique extérieure actuelle reprend le même thème, mais en d'autres termes. Puisque nous vivons en démocratie, les possibilités des politiciens sont illimitées. Ainsi, ils transforment leurs exigences

en lois, décrets, ordonnances. Ils sont puissants au point de créer le légal et l'illégal, le parasite et le travailleur, l'adapté et l'inadapté. L'Etat a besoin de boucs-émissaires responsables de la crise économique. Les étrangers sont du lot. La xénophobie de la population ne s'en trouve que renforcée. Les politiciens font des pieds et des mains pour que la RFA ne devienne pas un pays d'immigration. On se méfie de tout ce qui est étranger et l'on veut préserver son identité nationale. Le fascisme n'a pas servi de leçon, il sommeille dans le cœur de beaucoup de gens.

Actuellement, les travailleurs immigrés sont au nombre de 4,6 millions en RFA. Ce chiffre n'a guère varié au cours des dernières années, mais les structures se sont modifiées. Davantage de familles entières vivent en Allemagne de l'Ouest. Les politiciens n'avaient pas songé à cet aspect du problème. L'ancien nazi Filbinger déclarait, en 1979, qu'il serait préférable que les

travailleurs immigrés viennent en RFA pendant trois ans, retournent ensuite dans leurs pays et soient remplacés par d'autres. Ce principe permettait de les exploiter jusqu'à la dernière goutte de leur sang, puisque de nouveaux renforts arriveraient trois ans après.

Dans les années 60, les immigrés étaient les bienvenus en Allemagne. Ils ont contribué largement au « miracle allemand ». Aujourd'hui, ils ne sont plus bons qu'à créer des troubles sociaux.

D'autres Länder ont adopté la loi sur l'immigration votée par le Parlement berlinois : le Schleswig-Holstein, le Baden-Württemberg qui propose une « prime de retour » de 12 000 DM, le Nordrhein-Westfalen, dont le ministre du Travail et des Affaires sociales, M. Farthmann, suggère que les enfants de 12 ans et plus ne puissent plus rejoindre leurs parents. On admirera le caractère social de cette proposition ! La politique de la famille tant louée par les politiciens ne compte évidemment pas pour les travailleurs immigrés.

(Traduit de « Direkte Aktion »)

Turquie

Depuis le 12 septembre 1980, la Turquie est soumise à la botte de l'armée. Le Parlement a été dissous, les partis politiques interdits, la répression s'est abattue sur les organisations ouvrières et syndicales. Des poursuites ont été engagées contre de nombreuses personnalités (députés, écrivains, universitaires, syndicalistes), poursuites qui se sont soldées par des peines de prison très lourdes ou des condamnations à mort.

L'armée turque lance de véritables opérations de colonisation dans le Kurdistan turc. Parler kurde est devenu un délit, voire un crime. Après une année de gouvernement militaire, le bilan de la répression est lourd :

- 150 000 prisonniers politiques;
- 150 victimes de la torture;
- 500 exécutions (à la suite de razzias);
- 1 500 condamnations à mort requises;
- 80 condamnations à mort prononcées;
- 10 condamnés à mort exécutés.

Les poursuites, la prison, la torture, la mort touchent les hommes et les femmes des différents mouvements ouvriers, de l'opposition démocratique et du mouvement de libération kurde.

La situation politique pousse les Turcs à quitter leur pays. Ainsi, plus de 100 personnes ont franchi la frontière pour se réfugier en Grèce et demander l'asile politique. D'après les sources officielles, les fuyards sont des « criminels », des voleurs, des communistes.

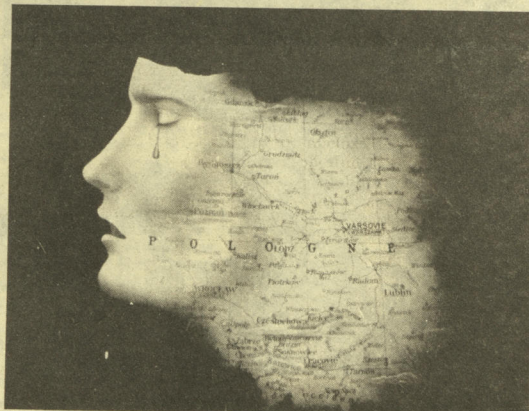
La junte est pleine de contradictions. Dans une interview accordée au journal allemand *Der Spiegel*, le chef de la junte se félicitait de l'augmentation du PNB, du recul de l'inflation. Mais il s'est bien gardé de dire que les prix avaient augmenté de 300 à 400%.

La junte se moque ouvertement et littéralement de la vie des soldats et du matériel. La preuve en est la dernière manœuvre avec les troupes de l'OTAN. Dès le début des opérations, un « Starfighter » a percuté un dépôt d'essence près duquel des soldats se reposaient. Bilan : 300 blessés et 100 morts. Quelques jours plus tard, un second accident du même genre n'a fait qu'un mort, le pilote.

Rien de surprenant à ces accidents, si l'on sait qu'il s'agit d'avions « Starfighter F 104 » dont 200 appareils se sont écrasés en RFA. En Turquie, on note plus de 100 accidents, mais malgré son caractère dangereux, cet avion continue d'être vendu

Pologne

Il faut se faire une raison : les réactions après le putsch de Varsovie ont fait long-feu. Chacun est rentré chez soi, la rage au cœur devant son impuissance face à la violence de l'Etat, qui, une fois de plus, écrase les travailleurs luttant pour leur émancipation. Alors, que peut-on faire, aujourd'hui, pour la Pologne ? Question à 10 francs ? « Libération » organise un concours sur ce thème. Parmi les réponses de lecteurs imaginatifs, celles-ci par exemple : organiser un concert de Klaxons dans Paris, expédier des badges Solidarnosc à l'ambassadeur, fabriquer un oiseau géant en plumes et le foutre devant l'ambassade, etc., etc. « Le catalogue de l'impuissance », a écrit Gédé (« ou-



vrage destiné aux peuples qui se croient souverains parce qu'ils votent »).

Pour nous, militants et sympathisants anarchistes, la solidarité envers le peuple polonais doit se faire de deux façons bien précises : d'abord, mettre tous nos moyens militants en œuvre (même s'ils sont faibles !) afin que la situation polonaise reste présente, obsédante même, dans l'esprit des travailleurs français ! Déjà les gros titres des torches de la grande presse ont passé la Pologne au second

plan, et parlent maintenant de l'enlèvement du papa Iglesias et des gros mots du professeur Choron à la télé ! (« la Pologne, mauvaise conscience des peuples, crève de la veulerie universelle ! » a dit Maurice Joyeux. Cette veulerie-là choque moins de bien-pensants que la provo de la bande à Charlie !) Dans quelques semaines, à moins d'événements-spectaculaires-qui-font-vendre, plus personne n'en parlera. Quelqu'un se rappelle-t-il aujourd'hui de la date de l'entrée de l'Armée rouge en Afghanistan ? Vous voyez bien...

Donc, à nous par nos tracts, affiches, prises de parole, participation aux comités de soutien, actions spécifiques, de construire une conscience internationaliste et des moyens de solidarité effectifs.

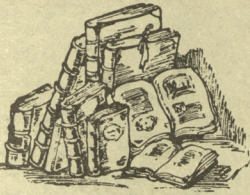
Reste le second point : si nous ne pouvons que difficilement aider les travailleurs polonais, nous pouvons, en revanche, faire fermer leurs gueules à ceux qui soutiennent ouvertement leurs bourreaux ! Dans nos quartiers, nos usines, nos entreprises, c'est à nous, anarchistes, de dénoncer sans tortiller le PCF et surtout la CGT ! Car, ce sont eux les responsables directs de l'intoxication de millions de travailleurs français qui se sont laissés embobiner par leurs discours mielleux, et qui croient encore (mais plus pour longtemps, j'espère !) que les « communistes » français sont les seuls représentants valables de la classe ouvrière de ce pays ! C'est à nous de foutre en l'air leurs arguments qui justifient la délation, l'agression des travailleurs par l'Etat, les arrestations de syndicalistes, la dictature militaire, etc. C'est à nous de démontrer la démagogie honteuse de leurs propos ! C'est à nous enfin, de prouver aux travailleurs que ces gens-là n'ont jamais servi et ne serviront jamais leur cause !

Gilbert.

NOTE DE LECTURE

Histoire de l'anarchisme aux Etats-Unis de 1826 à 1886

par Roland Creagh



ISSU d'une thèse de doctorat, le livre de Roland Creagh « Histoire de l'anarchisme aux USA », est une sérieuse contribution à la connaissance du mouvement anarchiste et ouvrier dans le nouveau monde. Il vient, de ce fait combler une lacune pour la période 1826-1886, qui est aussi la moins connue de la naissance et du développement des idées socialistes dans le pays. Pendant ce demi-siècle, on verra d'abord apparaître et prendre essor un mouvement « anarchiste » qui plonge ses racines dans les valeurs intrinsèques de la société américaine de l'ère coloniale et post-coloniale.

Cotoyant les aspirations souvent confuses et contradictoires du socialisme des nouveaux arrivants, immigrés de fraîche date, le mouvement anarchiste (américain) finira par être écarté du devant de la scène politique et sociale du pays, sans pour autant disparaître, avec l'essor du capitalisme sauvage aux USA après 1870. On assistera alors à l'affrontement, souvent féroce et sanglant entre les tenants de l'establishment politique et économique, dans la défense de leurs intérêts, et les nouvelles couches d'émigrants venus des pays slaves et latins. Les répressions étatiques et policières contre toute agitation ouvrière, la vengeance personnelle des patrons d'industrie contre les « meneurs » vont révéler la réalité de l'exploitation capitaliste et de la lutte de classes aux USA, mais aussi montrer l'inadéquation d'un certain type de luttes de l'anarchisme indigène (résistance passive, refus de paiement des impôts, etc.) au nouveau contexte social.

1886, date de l'attentat d'origine policière de Haymarket à Chicago, à la suite duquel cinq anarchistes seront pendus, clôt cette période qui se solde par la rupture de la solidarité qui avait jusqu'alors existé entre les organisations politiques et syndicales autochtones et celles créées par les émigrants, ainsi que la fin des illusions entretenues sur la nature des institutions aux USA. Ces événements sonneront le glas de l'influence de la tradition libertaire américaine sur le mouvement ouvrier et révolutionnaire et sa place sera désormais occupée par l'anarchisme « européen » communiste et insurrectionnel dont Johann Most en sera le symbole même. Cette histoire-là, plus proche de nous, ne nous est pas comptée mais l'auteur nous en promet la suite dans le deuxième tome.

Roland Creagh a cependant le mérite, dans son livre, de ne pas s'en tenir à la seule chronique des faits et des événements, mais de chercher à saisir le lien qui unit l'anarchisme et la société démocratique yankee.

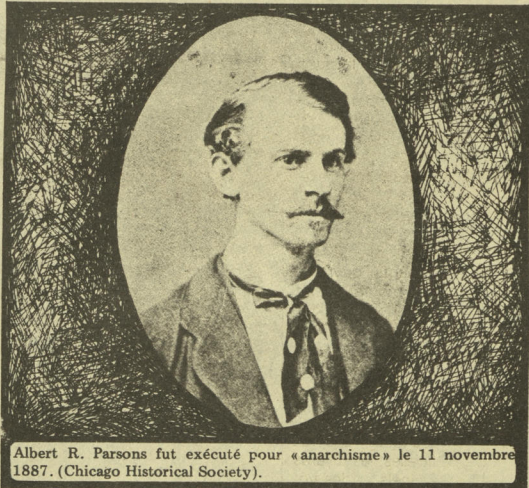
Contrairement à des interprétations courantes de l'histoire américaine, trop complaisamment lue avec des œillères importées de là-bas, on est loin dans ce livre de retrouver l'image d'un pays marqué par le consensus

et la paix sociale. Creagh nous montre, tout au long de son ouvrage, le visage conflictuel de la société américaine dès son origine ainsi que la persistance, à travers le temps, d'un important courant « radical » et « anarchiste » lié aux conditions spécifiques qui ont donné naissance à la nation américaine avec ses particularités religieuses et sa « tradition révolutionnaire ». L'auteur, à partir de là, va s'interroger sur ces notions mêmes de démocratie et d'anarchisme. Le triomphe des doctrines démocratiques aux USA et l'étatisation de la société iront de paire et ce sera justement comme une réaction contre un état de fait qui le légitime et renforce la naissance d'une oligarchie politique et économique que l'anarchisme américain prendra naissance.

Les valeurs spirituelles de l'Amérique seront brisées par la réalité d'une société capitaliste en pleine expansion. Leur fixation dans un cadre institutionnel inadapté aux inspirations originaires, mais fonctionnel par rapport aux intérêts des classes diri-

religieuse libertaire, poussée jusqu'au libre arbitre des premiers colons, confrontés à l'institutionnalisation d'un pouvoir politique, d'un Etat de classes...

Produit direct du « terroir » américain, cet anarchisme-là aura le plus grand mal à s'implanter ailleurs, même sous sa formulation anarchiste individualiste qui, en dernière analyse, en exprime le mieux les aspirations profondes. Cependant, cela ne peut pas nous dispenser de nous interroger sur la nature de cet anarchisme dont les caractères constitutifs le mettent souvent en contradictions avec l'anarchisme européen, qu'il s'agisse du problème de la violence, de la lutte de classes ou de la propriété privée des moyens de production. Certes, vouloir réduire la tradition anarchiste des Etats Unis, notamment dans sa branche individualiste, à un simple appendice de l'idéologie libérale dominante ou des partisans de la « libre entreprise », est une simplification hâtive et erronée, et Creagh met justement le lecteur en garde contre ce travers. Mais



Albert R. Parsons fut exécuté pour « anarchisme » le 11 novembre 1887. (Chicago Historical Society).

geantes, sera à l'origine d'un double mouvement dont on ne voudra pas reconnaître le caractère contradictoire : la volonté de se revendiquer de l'esprit de la tradition libertaire américaine, tout en s'opposant consciemment à l'instauration d'un Etat ou à l'élargissement de ses prérogatives. Au nom d'un système social alternatif, « l'anarchisme » sera fondé sur le refus de la délégation de pouvoir et la revendication de l'entière souveraineté de l'individu sur ses actes et sur sa personne. Anarchisme plein de réminiscences bibliques, teinté de mysticisme sans doute, mais anarchisme tout de même. De sorte que Creagh peut, à juste titre, affirmer que : « A tort ou à raison, l'anarchisme accompagne dans l'histoire l'Etat démocratique américain comme son proche vivant ».

Ces éléments nous montrent les grands traits d'un anarchisme « made in USA », essentiellement idéologique, issu d'une tradition

le problème de l'autonomie de ces doctrines par rapport à l'idéologie bourgeoise américaine reste posé et l'auteur ne nous montre pas assez ces caractères distinctifs. Profondément imbu des valeurs idéales, l'ensemble des courants libertaires et contestataires propres à l'Amérique n'arriveront jamais à formuler une alternative réelle aux institutions démocratiques en place. Tout au plus, ils chercheront à en réformer le contenu plutôt que de briser la table des valeurs existantes. Une chose est certaine, l'accent mis sur l'émancipation individuelle comme moteur du changement social, à une époque de gris totalitarisme, reste d'actualité et on peut regretter qu'il n'y ait pas eu, pendant cette période, de fusion entre les idées libertaires américaines et européennes.

En vente à Publico : 80 F

M. G. (Gr. E. Varlin)

THÉÂTRE

Est-ce que les fous jouent-ils ?

— On va faire du théâtre !
— T'es fou ?

Quand des fous veulent vivre leur vie de fous, que font-ils ? Ils font du théâtre. Telle est la démarche de cinq pensionnaires d'un asile, quelque part, ici ou là, où tous les rapports dominants/dominés, désir/frustration sont reproduits à l'échelle de leur univers. Petit monde des déclassés, des laissés pour compte, de ceux à qui il faut prendre la main pour traverser le boulevard de la vie.

Bien vite, cette surprise qu'ils veulent offrir à leurs médecins tourne au drame. On ne respecte plus les règles du jeu. On ne respecte plus la normalité. Le conflit, latent depuis le début, éclate. Les fous se révoltent, s'insurgent : « Laissez-nous vivre nos vies de fous ! »

Qui est fou, qui n'est pas fou ? Qui est normal ? Qui n'est pas normal ? Qui a établi les ré-

gles du jeu ? Qui décide, qui sévit ?

Cette pièce brutale où les êtres se déchirent, se cherchent, où l'humour n'est pas absent, répond peut-être à ces questions. Mais la réponse n'apporte-t-elle pas d'autres questions ? Allez donc vous interroger en allant voir ce très bon spectacle. C'est de la folie, me direz-vous, mais ne sommes-nous pas tous un peu fous ?

J.S.

Est-ce que les fous jouent-ils ? à la Gaîté-Montparnasse (26, rue de la Gaîté, Paris 14^e) jusqu'à fin janvier 82. Tous les soirs à 22 heures, sauf le samedi et le dimanche. Matinées le dimanche à 17 h 30.

35 francs au lieu de 50 pour les porteurs du ML ou les auditeurs présentant la carte de Radio-Libertaire.



Radio-Libertaire
(émettant sur Paris et proche région)

sur 89, 5 MHz

- Jeudi 14 janvier : Pierrette Alczerah, sur le thème de l'éducation à partir du socialisme : *Un si petit grain de sable*.
- Vendredi 15 janvier, Stéphane et Jean du Mouvement de la condition paternelle.
- Samedi 16 janvier : émission de musique.
- Lundi 18, mardi 19 et mercredi 20 : invités à confirmer.

SPECTACLES

•THÉÂTRE :

Vampire au pensionnat, de L. Wurmser au théâtre d'Edgar depuis le 30 décembre à 20h 30 (relâche le dimanche), à travers les yeux d'une adolescente, un pensionnat banal devient un lieu hanté où tout se déforme et s'amplifie au gré des vagues...

Et toujours *Le bourgeois gentilhomme* par le Grand Magic Circus au TEP à 20h 30 les 16, 19, 20, 21, 22 et 23 janvier et à 15h les 17 et 24.

•JAZZ :

Michel Ripoc ou la 3^e voie du violon jazz. Le fondateur du groupe ZOO essaie de libérer sa musique des influences américaines pour ouvrir des horizons nouveaux, avec des compositions et des arrangements centrés autour de son instrument, le violon électrique. Il sera accompagné à la guitare par A. Demay.

Au Petit Palais des Glaces, 37 rue du faubourg du Temple 75010 Paris, du 19 janvier au 06 février à 22h 15 du mardi au samedi.

•MARIONNETTES :

Richard Bradshaw et ses marionnettes s'adonneront à leur vice au Petit TEP les 19, 20, 21, 22, et 23 à 20h 30 et le 24 à 15h.

•SPECTACLES :

Claire et Pascal Genneret présenteront leur nouveau spectacle : *Chansons du réel* le 16 janvier à 20h 30 à la MJC du chemin vert à Reims : « Tout pouvoir est maudit, laissons-le leur en pâture / Notre force est ailleurs / Il nous faut inventer d'autres richesses / D'autres valeurs que le fric et la haine / Un monde à fleur de peau / A sensibilité délirante / Un monde où il ferait bon / Faire naître nos petits »

Pascal Auberson, le 14 janvier à la Maison des Arts et loisirs de Thonon les Bains (74) à 21h.

Quarteto Cedron, le 15 janvier à Gentilly (94) et le 17 au Havre (76) à 21h.

Zéro de conduite présentera du 19 janvier au 13 février (du mardi au samedi à 20h 45) au Palais des Glaces, son nouveau spectacle : *Trio Deconcerto*. Prenez une bonne dose de ballades, ajoutez un zeste de tango, une pincée de rock and roll, un doigt d'opéra et pas mal de swing. Agitez le tout et vous n'obtiendrez pas *Trio Deconcerto* ! Les quatre comédiens de *Zéro de conduite*, tour à tour musiciens et choristes sautent allégrement du mime à la rapodie satirique.

Philippe.

Comme monsieur Jourdain faisait de la prose, monsieur J. Delors fait de l'inflation et du chômage sans le savoir !

(suite de la page 1)

se, reprennent nos ânes en ruminant leur foin, elle résulte de la confiance ! Celle-ci fut, certes, un élément de l'expansion capitaliste, lorsque cette expansion s'ouvrait sur des marchés qu'on pouvait alimenter en investissant des capitaux. Mais aujourd'hui, la confiance ne peut rien sur un marché des textiles, par exemple, alimenté par des fabrications venues des pays du Tiers-Monde, sur un marché de l'automobile ou sur quelques autres qui bénéficient d'une main-d'œuvre à bon marché et d'une législation du travail contraignante. La reprise, c'est comme le serpent de mer ! Tout le monde en parle et personne ne la voit !

Mais si monsieur Delors prend l'inflation à la gorge, il prétend dans le même temps, saisir le problème du chômage à bras le corps ! Le bougre a du mérite, dans un moment où l'économie allemande, avec le retard dû à sa technicité, rejoint les autres économies libérales en affichant, à son tour, près de deux millions de chômeurs. La diminution du chômage, non plus, ne se décrète pas. Le chômage est le fruit de la rationalisation pour diminuer les prix de revient et faire face à la détérioration du marché, c'est le métier jacquard transposé à notre époque ! La seule solution provisoire au chômage serait la réduction, rapide, générale des heures de travail dans tous les pays industrialisés de l'Ouest comme de l'Est avec, comme corollaire, dans le cadre de la société ou le moteur resterait le profit, une chute verticale

du pouvoir d'achat ce que les travailleurs refuseraient avec raison. La solution à la petite semaine de la diminution des heures de travail et son application disparate dans les pays industrialisés donne le temps au patronat de remplacer les hommes par des machines et laisse à chaque économie nationale la possibilité de jouer le jeu de la concurrence tous azimuts à partir des héros nationaux, ce qui détériore encore un peu plus le système !

Les deux compères, Delors et Yvon Gattaz, le savent bien ! Gattaz, le nouveau patron du CNPF, qui remplace un Ceyrac usé jusqu'à la corde, a pour mission de jouer la carte du temps. Les galipettes économiques de monsieur Jacques Delors n'ont pas d'autres buts ! Que peut-on faire d'autre, s'interrogera le ministre, devant les syndicalistes venus pleurer dans son gilet ? Rien... sinon effacer tout ce mauvais devoir et reprendre tout le problème économique à zéro, ce qui, bien entendu, n'est dans les intentions d'aucun de ces personnages !

Au Forum de l'Expansion, monsieur Jacques Delors a, paraît-il, obtenu un succès appréciable qui a dû lui rappeler ceux qu'il obtenait lorsqu'il présentait la politique économique de son ancien patron, Chaban-Delmas. Politique similaire, déjà jugée inefficace par les industriels de l'époque, et pourtant la situation n'était pas aussi détériorée qu'aujourd'hui. Politique qui valut le renvoi de son patron. Aujourd'hui, conscient de la dégradation de la situation, les chefs d'entreprises sont prêts

à reprendre le dialogue avec nos socialistes. Gattaz, Delors au Forum de l'Expansion... Les retrouvailles sont édifiantes ! Embrassons-nous Colleville ! Ça durera ce que ça durera.

Delors, qui est un personnage à la souplesse édifiante, n'est pas un imbécile. Il sait bien qu'on en arrivera à une situation de force, le jour où la population sera obligée d'accepter, avec la diminution des heures de travail une amputation considérable de ses conditions d'existence, si elle conserve ce régime capitaliste libéral. Il n'est que les aveugles pour ne pas voir que l'évolution des économies autrefois assistées vont nous bouffer notre marché. Au Forum de l'Expansion, Delors s'est présenté en homme providentiel, l'homme de l'après Mauroy, susceptible de rassembler toutes les « forces vives » du pays, patrons, syndicats, politiciens, pour « sauver la patrie ». Les Poincaré, les Doumergue, les Pinay, politiciens de second plan, ont toujours été la roue de secours du patronat français lorsque la situation économique se gâtait. Ils n'avaient pas besoin d'avoir la stature nationale pour appliquer au peuple les restrictions que le capital imposait pour sauver sa mise. Et cette fois il en sera encore moins, avec des variantes naturellement ! Le petit Rocard qui se tient aux avant-postes n'a pas dit son dernier mot et Tonton sera bien obligé de l'accepter, si l'intelligentsia économique l'impose, sous peine, comme Millerand, de ne pas finir son septennat. Et pas loin derrière ces « vedettes » du sondage, nouveau moyen

de la promotion politique, ce Chevènement, ce super-démocrate, est en train de rectifier tout doucement son image de marque afin de se donner la silhouette d'un successeur qui ne déplairait pas aux communistes.

Justement, nos communistes se font des illusions sur l'économie capitaliste de marché. Ils ne croient pas que le système puisse s'en sortir. Mais ils ne croient pas davantage à la révolution, tout au moins à la révolution telle que nous l'entendons ! Par contre, ils croient fermement que la désagrégation du système, l'impuissance parlementaire, l'incapacité des socialistes à dépasser le cadre de la société capitaliste libérale, leur laisse une chance, lorsque les hommes s'affolent devant l'incapacité des notables à trouver les solutions aux problèmes de l'élargissement des marchés en dehors de la vieille Europe. Et ils n'ont pas tort car la dernière chance du système des hiérarchies multiples, c'est justement l'autorité, qu'elle vienne de droite ou de gauche. Mais il est certain qu'après l'échec d'une expérience socialiste et à partir de la désillusion des masses populaires, une situation analogue à celle qui se produisit en Tchécoslovaquie en 1946, où l'on vit la démocratie faire le lit du communisme stalinien, n'est pas complètement à rejeter !

Le colloque de l'Expansion n'a pas permis au patronat et à certains milieux gouvernementaux d'envisager l'attitude à prendre devant les nuages qui s'annoncent sur la société

en place. Chacun des personnages présents avait quelque chose à défendre. En attendant que les évolutions se précisent les participants ont négocié un seuil de stabilisation qui leur permet de voir venir. Dans cette assemblée austère où chacun a applaudi ce qu'il désirait entendre, les vedettes ont fait de la prospective économique et politique, comme monsieur Jourdain faisait de la prose, avec une certaine naïveté, la naïveté du possédant qui serre sa propriété sur son cœur en pleurnichant contre les... « grands méchants » qui veulent s'approprier une part de son gâteau !

Une classe capitaliste qui n'en finit pas de crever, mais qui sait qu'elle n'échappera pas à son destin, c'est à la fois attendrissant, écoeurant et horrifiant ! Mais une classe ouvrière qui ne sent pas l'appel de son destin et qui, au lieu d'aller de l'avant, se cramponne aux minces avantages que la première lui a jetés comme des miettes, c'est attristant ! Le Forum de l'Expansion sonnait le premier glas d'une classe, d'une manière de vivre, de l'illusion d'une pérennité que l'évolution du monde ne peut plus se permettre de supporter. Je voudrais bien être sûr que les grands congrès syndicaux qui vont se succéder ne soient pas le pendant de cette réunion de l'Expansion et que, comme elle, ils ne soient pas le rassemblement d'âmes mortes ! Les sociétés qui meurent et emportent leur visage et leur contraire ! Et après... ? Après, pourquoi pas l'Anarchie ?

Maurice Joyeux

INDÉPENDANCE SYNDICALE : MYTHE OU RÉALITÉ ?

DANS une de ses dernières éruptions, la Pravda, organe officiel du capitalisme d'Etat en URSS, a parlé théoriquement en surpassant le sieur Krasucki. En effet, les rédacteurs de la Pravda, en bons marxistes qu'ils sont, ont clairement exposé la conception du syndicat qu'a toute la gent qui se réclame des bibles de Karl Marx. « L'histoire de notre pays a démontré l'absurdité du concept de l'indépendance des syndicats et l'impuissance de l'anarcho-syndicalisme qui a voulu présenter les organisations syndicales comme une ti politique » (1). Les choses sont dites clairement et sont encore plus explicites quand on se souvient que Lénine soulignait que les ouvriers ne pouvaient par eux-mêmes qu'accéder à une vague conscience syndicale. Pour accéder à la vérité suprême, il leur faut donc un parti révolutionnaire avec des éléments intellectuels venus de la bourgeoisie.

D'ailleurs, un peu plus loin dans la même édition, la Pravda remet la dose « Ce n'est que sous la direction du parti que les syndicats ont la possibilité d'exercer largement leurs fonctions et leurs droits prévus par la constitution. (...) Le fait que les organisations du parti dirigent les syndicats dans leurs activités quotidiennes constitue un facteur important du renforcement de l'unité destructible du parti et du peuple ». Là, c'est le nirvana, puisqu'on est dans un Etat socialiste

(sic), y'a plus de patrons, y'a plus d'ouvriers, tout le monde marche en courant vers l'infini du socialisme ! On se demande même pourquoi des fous ont créé en URSS, en Roumanie et en Pologne des organismes ouvriers qu'ils ont appelé syndicats libres. Peut-être tout simplement que sous le règne du capitalisme d'Etat, l'exploitation existe toujours.

Notre belle France !

En France le mouvement syndicaliste a longtemps été indépendant des mouvements politiques. C'est une tradition profondément enracinée et, que cela leur plaise ou non, les directions syndicales actuelles doivent en tenir compte et garder dans leur statut ce que d'aucuns appellent des archaïsmes. A tout seigneur, tout honneur : la CGT ! La centrale syndicale fortement influencée par l'officine de publicité de l'URSS qu'est le PC conserve tout de même dans ses textes de base le respect de l'indépendance syndicale. Mais les faits contredisent les écrits et aujourd'hui, du fait de la présence des ministres communistes au gouvernement, c'est la CGT, ou plutôt ce qui lui sert de direction, qui est en première ligne dans l'alignement (sic). Les derniers événements de Pologne en ont apporté la douloureuse confirmation. La CGT étant considérée par la place du Colonel Fabien comme la masse de manœuvre du PC, il semble normal aux cadres du parti que la centrale syndicale suive le PC dans sa

descente aux enfers. De plus toute critique à l'extérieur de la CGT étant assimilée aux positions du PS, l'idée qu'un travailleur puisse s'exprimer en tant que syndicaliste semble sortir du schéma intellectuel des « dirigeants » du PC.

La CGT-FO, plus rapidement nommée Force ouvrière, a repris de l'ancienne CGT la position réformiste, mais opposée à toute intervention politique. Ce qui la cantonne souvent sur des positions « dites de droite ».

Y'a même des mauvaises langues qui disent que FO est indépendante des partis mais pas toujours du patronat... Nous dirons plutôt que son manque de dynamisme l'entraîne souvent à se laisser manipuler par n'importe quel groupe politique. Pour exemple le meeting du dimanche 3 janvier à la Mutualité où le nouvellement nommé PCI, a fait appliquer la juste ligne à ces syndiqués de base, montrant par là qu'ils avaient bien appris la leçon du maréchal Trotsky quant à la militarisation des syndicats...

La CFDT s'est bâtie en tant que force syndicale après 68. Laisant l'initiative à la base, elle a pu laisser croire un instant qu'une centrale pouvait laisser les syndiqués élaborer eux-mêmes leurs revendications dans leurs structures de base. Edmond Maire, dans les années 70, parlait même de socialisme libertaire, d'anarcho-syndicalisme ; laissant entendre que la CFDT était partie prenante de cette tradition. L'U-

nion de la Gauche est venue et les troupes syndiquées à qui il manquait un « débouché politique » ont été conviées à l'« autonomie engagée ». Aujourd'hui, tout ce que fait le gouvernement est bon et les quelques hausses de ton d'Edmond Maire ne sont là que pour la galerie. Avant le 10 mai : « les 35 heures tout de suite » maintenant : « il faut être patient, etc. ».

Parti ou syndicat ?

Dans le bref panorama que nous venons d'évoquer se trouvent en présence deux organisations distinctes et ayant a priori pour but le socialisme : le parti et le syndicat. Leurs structures diffèrent, de même que leurs buts.

Un syndicat est un regroupement de travailleurs sur la base de leurs intérêts objectifs. Un parti peut regrouper tout une foule de « mécontents », même des patrons. On ne demande pas à l'adhérent d'un parti de défendre les intérêts des travailleurs, on lui demande d'entériner un programme politique. Qui sera, pour eux, bien sûr, la véritable expression politique des travailleurs, qui ne savent par eux-mêmes que former des syndicats !

C'est la conception des marxistes de tout horizon : aux syndicats les revendications économiques et aux partis l'élaboration d'un programme politique. Lutte économique ou lutte politique ? A cela Bakounine répondait que l'apparente contradiction devait être dépassée. Bâtir une contre-société face au vieux monde était

le but de l'adversaire de Marx. Il fallait donc constituer une organisation qui, « tout en pourvoyant aux nécessités actuelles constitue aussi l'embryon de l'administration de l'avenir » (Rapport de la section de Bruxelles au congrès de Bâle 1869).

Pour nous, à l'époque actuelle, il nous faut renforcer l'idée que les travailleurs n'ont rien à attendre des états-majors politiques qui élaborent des « directives » en dehors des organisations ouvrières. Nous avons à combattre toute fraction politique qui veut prendre le contrôle des structures syndicales, et c'est un des sens du combat des militants de la Fédération anarchiste. Aujourd'hui, beaucoup de militants d'extrême-gauche parlent d'autonomie syndicale, de lutte contre la bureaucratie.

N'oublions pourtant pas que leur but non avoué est la direction politique de la classe ouvrière considérée comme adulte. En fait, quand un trotskyste s'oppose à un communiste c'est un problème de concurrence, ôte-toi de là que je m'y mette !

Fernand Bernard

(1) Cela n'a jamais été le but de l'anarcho-syndicalisme qui se sert du syndicat pour libérer la société de toute direction, parti, caste, syndicat lui-même.